



PAC PORTER A CONNAISSANCE

PLAN LOCAL D'URBANISME

La Politique Agricole Commune (PAC) reste un des enjeux majeurs de l'Europe. Elle est un des piliers de la Construction Européenne. Après des débuts triomphants, elle connaît aujourd'hui une phase d'incertitudes liées à des difficultés budgétaires, amplifiées par l'arrivée de nouveaux membres dont les situations sont très diverses.

En plus des effets liés à la PAC, l'agriculture française a connu de profondes mutations qui ont impacté aussi bien la production, que les exploitations, les métiers et la manière d'aborder le métier d'exploitant, le statut de l'agriculteur au sein de la société, les coûts de production et la qualité des produits. Face à ces profonds changements, les exploitants ont dû s'adapter parfois en anticipant, parfois en subissant les évolutions.

Ainsi, comme toute la France, le département de l'Oise s'est modernisé même si le type de culture est resté en partie spécifique au territoire, en fonction des sols et du climat. Cette spécificité a tendance à disparaître peu à peu grâce aux évolutions et progrès techniques, très importants, de ces cinquante dernières années.

Dans le département de l'Oise, la taille des exploitations s'est accrue, notamment avec les regroupements d'exploitations et l'activité s'est modernisée. Les cultures de céréales sont prépondérantes avec une production destinée pour une large part aux industries agro-alimentaires (IAA).

Le département de l'Oise bénéficie de conditions qui font de son territoire un des plus compétitifs et dynamiques du pays au niveau agricole. Environ 70% de la surface du sol de l'Oise est dédiée à l'agriculture. Néanmoins, celle-ci a tendance à diminuer face à la pression foncière. Par rapport à 2004, le prix moyen des propriétés non bâties a augmenté de 4%, soit 5 840 euros à l'hectare.

Les données structurelles du département laissent apparaître une diminution du nombre d'actifs agricoles, toutes catégories confondues. La population agricole familiale comptait 13 461 personnes en 2000, dont 7 010 actifs sur l'exploitation. Les salariés agricoles permanents étaient au nombre de 1 920, à la même date. Ces chiffres ont quasiment été divisés par deux depuis 1979.

Le nombre d'exploitations agricoles a suivi la même tendance et a fortement diminué depuis l'exode rural du début du XX^{ème} siècle. En 2005, l'Oise comprenait 3 805 exploitations pour une Surface Agricole Utile moyenne d'environ 97 hectares. Pour cette SAU totale, on estime que 6 660 actifs sont nécessaires à temps complet sur les exploitations.

En terme de cultures, le territoire s'est spécialisé autour des céréales (blé tendre, orge, maïs...), des oléagineux (colza, soja, pois...), des pommes de terre et des betteraves destinées à l'industrie sucrière.

Il existe aussi une production de légumes frais (petits pois, haricots verts, champignons, salades...) largement destinée aux conserveries.

Les animaux sont également présents (bovins et ovins), avec une orientation plus marquée vers la production laitière. En 2005, 1 874 hectolitres de lait ont été produits.

On note par contre la diminution des prairies naturelles qui ont été réduites de 27 % en 15 ans (en 1989 de 48 740 ha à 35 200 ha en 2004) et que l'on s'efforce de protéger dans le cadre de la PAC (obligation de maintien de ces prairies).

A l'heure actuelle, un nouveau débouché apparaît : les biocarburants et la production de biomasse. Une partie des productions de colza, et dans une moindre mesure celles de betteraves à sucre, s'orientent vers cette nouvelle voie.

Recensement Général Agricole

Le recensement général agricole (RGA) est prescrit par une recommandation de la FAO qui prévoit sa réalisation chaque décennie et au niveau communautaire par le règlement n°1467/96 du Conseil du 17 décembre 1996. En France, le dernier RGA a eu lieu en l'an 2000. Les recensements de l'agriculture précédents avaient eu lieu en 1970, 1979 et 1988. Cette opération de grande ampleur répond aux besoins nombreux d'informations à des niveaux géographiques fins : commune, canton, région agricole. Le recensement consiste en une enquête auprès de chaque exploitant agricole portant sur les caractéristiques de l'exploitation agricole, superficies, cheptel, matériel, sur son environnement économique, sur l'activité exercée sur ces unités et sur la population vivant ou travaillant sur l'exploitation agricole.

Recensement agricole 2000 - Fiche comparative 1979 - 1988 - 2000

Région : 22 - PICARDIE
 Région agricole : 331 - PAYS DE BRAY
 Département : 60 - OISE
 Zone d'étude : 0 - Hors zone
 Canton : 10 - COUDRAY-SAINT-GERMER (LE)
 Commune : 577 - SAINT-GERMER-DE-FLY
 Massif : 0 - Hors zone

1. Généralités	1 593	Superficie totale*	1 990 ha
Population totale en 1990*	1 777	Superficie agricole utilisée communale (7)	1 454 ha
en 1999*		Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1 071 ha

6. Age des chefs d'exploitation et des coexploitants	Effectif		
	1979	1988	2000
Moins de 40 ans	6	11	5
40 à moins de 55 ans	25	15	13
55 ans et plus	20	26	14
Total	51	52	32

2. Taille moyenne des exploitations

Exploitations professionnelles (2)	1979	1988	2000	Superficie agricole utilisée moyenne (ha) (1)
	30	28	15	
Autres exploitations	21	21	17	8
	51	49	32	
Toutes exploitations	c	c	4	c
Exploitations de 100 ha et plus	c	c	c	118

3. Superficies agricoles

Superficie agricole utilisée	1979	1988	2000	Superficie (ha) (1)
	51	49	31	
Terres labourables	23	26	14	431
	22	20	10	
dont céréales	48	47	31	800
	16	16	8	
Superficie fourragère principale (3)	18	13	6	53
	16	13	6	
dont superficie toujours en herbe	c	c	c	0
	c	c	c	
Blé tendre	c	c	c	0
	c	c	c	
Orge et escourgeon	c	c	c	0
	c	c	c	
Maïs-grain et maïs semences	c	c	c	0
	c	c	c	
Bétérave industrielle	c	c	c	0
	c	c	c	
Pois protéagineux	c	c	c	0
	c	c	c	
Pommes de terre de conservation	c	c	c	0
	c	c	c	

4. Cheptel

Total bovins	1979	1988	2000	Effectif
	40	39	20	
dont total vaches	37	30	20	1 972
	37	29	9	
Total volailles	31	19	11	803
	31	13	7	
Vaches allaitères	13	13	5	133
	13	13	5	
Total ovins	3	c	0	41
	3	0	0	
dont brebis mètres	0	0	0	0
	0	0	0	
Lapins mètres	26	20	9	63
	26	29	9	
Poules pondeuses	...	24	5	337
	...	24	5	
Poulets de chair et coqs	...	...	...	140
	

5. Moyens de production

Superficie en fennage	1979	1988	2000	Superficie (ha) ou par (en propriété et copropriété)
	34	32	23	
Tracteurs	41	38	24	1 013
	
dont tracteurs de 155 ch DIN et plus	...	...	...	68
	
Moissonneuse-batteuse	...	...	...	5
	
Presse à grosses balles	...	...	...	3
	
Superficie irriguée	c	0	0	0
	c	0	0	
Superficie drainée par drains enterrés	4	0	4	101
	4	0	4	

7. Population - Main d'œuvre

Chefs et coexploitants à temps complet	1979	1988	2000
	29	31	15
Pop. familiale active sur les expl. (5)	88	82	50
	64	56	29
UTA familiales (4)	5	4	3
	5	4	3
UTA salariées (4) (6)	70	61	32
	70	61	32
UTA totales (y.c. ETA-CUMA) (4)	5	3	4
	5	3	4

8. Statut

Exploitations individuelles	1979	1988	2000
	50	46	29

9. Divers

S : superficie (ha)	S ou SD		
SD : superficie développée (ha)	1979	1988	2000
Maïs fourrage et ensilage (S)	127	183	164
Pomme de terre de féculerie (S)	0	0	0
Céleris grain et navette (S)	0	20	0
Haricot vert (SD)	0	0	0
Petit pois (SD)	0	0	0

Précisions méthodologiques

- Les superficies renseignées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles. Elles ne peuvent être comparées à la superficie totale de cette commune.
- Exploitations dont le nombre d'UTA (4) est supérieur ou égal à 0,79 et la marge brute standard est supérieure ou égale à 12 hectares équivalent blé.
- Somme des fourrages et des superficies toujours en herbe.
- Une unité de travail annuel (UTA) est la quantité de travail d'une personne à temps complet pendant une année.
- La population familiale active comprend toutes les personnes, membres de la famille du chef d'exploitation ou des coexploitants (y compris ceux-ci), travaillant sur l'exploitation.
- Il s'agit des salariés permanents et occasionnels n'appartenant pas à la famille du chef d'exploitation ou des coexploitants.
- Les superficies renseignées ici sont celles qui sont localisées sur la commune.

Signes conventionnels

- ... Résultat non disponible
- c Résultat confidentiel non publié, par application de la loi sur le secret statistique

Valeur vénale des terres

La commune de Saint-Germer de Fly fait partie de la petite région agricole du Pays de Bray.

La valeur vénale des terres en 2007 figure dans le document ci-après.

Valeur vénale moyenne des terres labourables et des prairies naturelles en 2007
pour les terres agricoles d'au moins un hectare, libres à la vente

(euros à l'hectare)

60-Oise (petites) régions agricoles	TERRES LABOURABLES					PRAIRIES NATURELLES				
	Rappel 2006	2007			%	Rappel 2006	2007			%
		Domini- nante	mini	maxi			Domini- nante	mini	maxi	
	6 390	7 020			+ 10	5 480	5 900			+ 8
041 PAYS DE THELLE	6 050	6 900	3 350	10 600	+ 14	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
042 CLERMONTOIS	6 050	6 900	3 350	10 600	+ 14	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
043 NOYONNAIS	5 450	6 000	3 800	10 000	+ 10	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
327 PLATEAU PICARD	7 120	7 620	3 500	10 700	+ 7	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
328 SOISSONNAIS	5 450	6 000	3 800	10 000	+ 10	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
329 VALOIS ET MULTIEN	6 400	7 100	5 610	8 400	+ 11	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
330 VEXIN FRANCAIS	6 050	6 900	3 350	10 600	+ 14	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
331 PAYS DE BRAY	5 440	6 000	3 900	7 600	+ 10	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8

(1) Les estimations des prairies ont été réalisées au niveau départemental à partir de 2006.

Source : Agreste - Enquête sur la valeur vénale des terres agricoles.

Proximité des exploitations agricoles

L'article L 111-3 du code rural a introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et les habitations ou immeubles habituellement occupés par des tiers. Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des exploitations trop proches des habitations. Ces distances sont fixées par le règlement sanitaire départemental ou la législation sur les installations classées.

Le respect de ces distances peut ne pas être appliqué aux extensions de constructions existantes et une distance inférieure peut être autorisée, par dérogation, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte de spécificités locales, notamment dans les zones urbaines délimitées par les documents d'urbanisme et dans les parties actuellement urbanisées. Il convient de localiser par cartographie les bâtiments agricoles soumis à ces contraintes de distance d'implantation pour la prise en compte de l'article L 111-3 du code rural. Il convient aussi de localiser les sièges d'exploitation ainsi que les plans d'épandage d'effluents d'élevage et de boues de stations d'épuration.

Économie du foncier et mitage des zones agricoles

Les espaces agricoles mais aussi naturels avec la forêt, les haies, les zones humides, les jachères, etc. ont un rôle essentiel au service de l'économie agricole et au bénéfice de notre environnement – filtrage de l'eau, réduction de CO₂, biodiversité (ex: les abeilles).

Ils valorisent les zones urbaines offrant aux habitants un cadre de vie de qualité.

Le PLU doit prendre en compte cette préoccupation d'une gestion économe du foncier, que ce soit pour produire du logement, pour le développement économique ou pour la création de nouvelles infrastructures de transport. Toute surface économisée est un gage de pérennité pour l'activité agricole.

Afin d'éviter au maximum le mitage sur ces espaces, le règlement des zones agricoles A devra être restrictif et explicite quant aux modes d'occupation qui y seront autorisés et ces derniers devront être bien en rapport avec la définition de la dite zone.